

PRIME - RAPPORT ANNUEL 2019

Tableau synthétique des résultats et des ressources

N° du Projet :	CIV 10-00101219
Titre du Projet :	Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)
Effet du plan stratégique du PNUD	Les institutions nationales et locales ainsi que les organisations de la société civile sont restaurées et les capacités de bonne gouvernance sont renforcées.
Effet(s) CPD	Les institutions étatiques et non étatiques, mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités
Produit(s) CPD	Les institutions républicaines notamment le Parlement, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance assurent le contrôle démocratique de l'action publique et la participation citoyenne.
Activités prévues	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation de l'étude portant révision des curricula de formation de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) ▪ Réalisation étude portant réalisation de la cartographie des programmes et projets de modernisation de l'Etat ▪ Réalisation étude portant élaboration du cadre commun de résultats des initiatives de modernisation de l'Etat ▪ Appui à l'organisation de l'atelier de concertation avec les Parlementaires et les partenaires sur le projet de loi favorisant la

	<p>représentativité des femmes dans les assemblées élus</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'organisation de l'atelier de consultation nationale sur le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'actions de Beijing 25 ans après son adoption (Beijing + 25) ▪ Appui à l'organisation d'un voyage d'études et de partage d'expériences en matière de lutte contre la corruption au Botswana ▪ Appui à la réalisation de l'étude portant élaboration du Plan National de Gouvernance dans le cadre du processus MAEP ▪ Réalisation de l'étude portant élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique
Résultats attendus	<p>Les conditions pour l'amélioration des capacités des ressources humaines de l'Etat sont améliorées à travers la révision des curricula de formation de l'ENA.</p> <p>Le pilotage stratégique du processus de modernisation de l'Etat est amélioré grâce à l'élaboration de documents et outils de planification et de suivi.</p> <p>Les conditions pour une meilleure représentativité des femmes dans les Assemblées élues sont améliorées grâce à l'adoption d'une loi dédiée.</p> <p>La HABG est mieux outillée pour conduire ses missions de prévention et de lutte contre la corruption.</p>
Indicateur(s) et cible(s) annuelle(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision de 100 % des curricula de formation administrés à l'Ecole de Gestion Administrative et de la Diplomatie (EGAD) et à l'Ecole de Gestion Economique et Financière (EGEF) de l'ENA ▪ Nombre d'études réalisées pour renforcer le pilotage stratégique du processus de modernisation de l'Etat (Cible Nombre : 4) ▪ Loi portant représentativité des femmes dans les Assemblées élues adoptée ▪ 1 voyage d'études et de partage d'expériences organisé au bénéfice de la HABG



Résultats obtenus (Taux réalisation)	<ol style="list-style-type: none"> 1. 100 % des curricula de formation des 2 écoles de l'ENA (EGAD et EGEF) ont été révisés et le processus d'opérationnalisation a démarré au cours de la rentrée 2019. Ainsi, au titre de la formation commune de base, 51 modules de formation ont été revisités dont 49 dispensés au Cycle Supérieur, 48 au Cycle Moyen Supérieur et 38 au Cycle Moyen ; au titre de la formation des spécialités de l'Ecole de Gestion Administrative et de la Diplomatie, 74 modules de formation revisités ; au titre de la formation des spécialités de l'Ecole de Gestion Economique et Financière, 96 modules de formation ont été pris en compte. Il convient de souligner que parmi les thématiques nouvelles introduites au programme de formation de l'ENA, figurent le genre, les Objectifs de Développement Durable (ODD), la gestion des conflits, la gestion de projets et l'élaboration et le suivi des politiques publiques. Il convient de souligner que parmi les thématiques nouvelles introduites au programme de formation de l'ENA, figurent le genre, les Objectifs de Développement Durable (ODD), la gestion des conflits, la gestion de projets et l'élaboration et le suivi des politiques publiques. 2. 4 études ont été réalisées et devraient contribuer à améliorer le pilotage stratégique du processus de modernisation de l'Etat. Il s'agit des études relatives (i) à la cartographie des programmes et projets de modernisation de l'Etat ; (ii) au cadre commun de résultats des initiatives de modernisation de l'Etat ; (iii) au plan national de gouvernance et, (iv) au cadre stratégique de modernisation de l'administration publique. 3. La loi portant représentativité des femmes dans les Assemblées élues a été adoptée par le Parlement. 4. Une délégation de la HABG s'est rendue au Botswana pour s'enrichir des expériences de ce pays en matière de lutte anti-corruption. <p>Taux de réalisation physique : 100 %</p>
Partenaires de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Primature ▪ Ministère de la Fonction Publique / ENA ▪ Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public ▪ Ministère chargé de la Promotion de la Femme / Parlement



- CN-MAEP
- HABG
- SNRC

Rapport financier du Projet

Budget prévu du Projet	313 483,74
Total des dépenses du Projet (y compris dépenses de fonctionnement)	313 483,74
Taux d'exécution	100 %

Section narrative : Description du Projet, Résultats obtenus, analyse des performances et enseignements tirés majeurs

Brève description du contexte	<p>A une (1) année de l'échéance de 2020, la Côte d'Ivoire fait face à des défis majeurs, interdépendants qui, s'ils ne sont pas adressés, pourraient avoir un impact sur la dynamique de d'émergence du pays. Parmi ces défis, figurent en bonne place, l'urgence de l'accélération des efforts de modernisation de l'action publique en vue d'un fonctionnement plus efficient des Institutions démocratiques et la construction d'une administration publique plus performante, orientée vers le développement, et capable de répondre aux attentes des populations et de favoriser les initiatives du secteur privé.</p> <p>Les défis pour la pérennisation de la croissance, l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et l'amélioration du développement humain sont multi-dimensionnels et appellent à une réflexion globale sur la réforme de l'action publique. La modernisation de l'Etat occupe de ce fait une place importante pour garantir le respect de l'intérêt général, initier les réformes nécessaires à la création de richesses par le secteur privé, améliorer l'efficacité de la dépense publique et fournir des services publics de qualité et accessibles à tous.</p> <p>Ces éléments sont au cœur du Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) dont le Plan de Travail, au cours de l'année 2019, a tenté d'adresser certains de ces défis.</p>
--------------------------------------	--

Brève description du projet	<p>En lien avec le Cadre de coopération 2017-2020 Gouvernement de Côte d'Ivoire-Système des Nations Unies, le PRIME vise à contribuer à la modernisation de l'administration publique et au renforcement des mécanismes redditionnels transparents et des espaces de dialogue inclusifs dans le respect de l'équité et de l'égalité de genre. Le projet cible les deux (2) résultats opérationnels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Institutions démocratiques sont renforcées pour le plein exercice de leurs fonctions et favorisent la participation et le contrôle citoyens. - l'administration publique dispose de capacités et compétences accrues pour une conduite plus efficace des politiques de développement, prenant en compte l'approche sensible au genre et aux droits humains <p>En référence au plan stratégique du PNUD (2014-2017) et au CPD (2017-2020), le projet est aligné sur l'effet 2 du plan stratégique <i>"Les attentes des citoyens en termes de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique"</i> et vise à contribuer à l'outcome ci-après du CPD : <i>Les institutions étatiques et non étatiques, mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités.</i></p>
Réalisations majeures /Résultats	<p>En 2019, l'action du PRIME a permis d'avoir des résultats importants notamment en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement des capacités des ressources humaines de l'Etat ; - consolidation des mécanismes de promotion du genre notamment celles relatives à la participation des femmes à la vie publique ; - amélioration du processus de pilotage de la réforme de l'Etat ; - amélioration de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption.
Prise en compte des thématiques transversales	<p>L'appui apporté par le PRIME à l'ENA a permis la prise en compte de l'intégration du genre dans les curricula de formation des futurs fonctionnaires. Par ailleurs, l'adoption de la loi sur la représentativité des femmes dans les Assemblées élues dont le processus a été soutenu par le projet, laisse entrevoir des perspectives positives pour l'augmentation du nombre de femmes dans les postes de décision politique.</p>

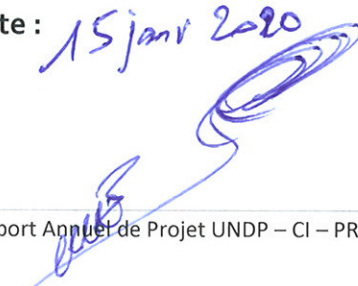


Contraintes et Enseignements tirés	La conduite des réformes est un processus qui requiert un engagement politique de haut niveau et une mobilisation de l'ensemble des parties prenantes. Ce processus requiert également la disponibilité de ressources financières importantes. Malheureusement, ces différents niveaux d'engagements (politique et financier) ne se concrétisent pas toujours au même rythme faisant courir des risques importants sur la qualité des résultats attendus.
Analyse des performances et effets catalytiques du projet	100 % des activités inscrites au Plan de Travail 2019 ont été réalisées. Toutefois, au-delà de ce chiffre, il convient de souligner que les contraintes de budget ont limité l'envergure des actions menées. Les efforts devront se poursuivre au sein des administrations concernées pour consolider et rendre plus durable les effets.
Perspectives pour la prochaine année	Une table ronde des partenaires est envisagée afin d'aider à la mobilisation des ressources notamment pour le financement de la prochaine phase du projet (post 2020).

Rapport préparé par : Sékou BAMBA

Titre : Coordonnateur National PRIME

Date : 15 janv 2020



Rapport revu et validé par : Giscard KOUASSI

Titre : Spécialiste Programme Gouvernance

Date : 16 janvier 2020

